

## DEPARTEMENT DES COTES D'ARMOR

### OCCUPATION TEMPORAIRE PRIVATIVE DU DOMAINE PUBLIC PERMISSION DE VOIRIE - AUTORISATION D'ENTREPRENDRE LES TRAVAUX (A.E.T)

N° AET – D768 / 2023-242

#### *LE PRESIDENT DU CONSEIL DEPARTEMENTAL*

**VU** la demande en date du 12/09/2023 par laquelle l'entreprise ARMOR FORAGE domiciliée 12 Zone Artisanale – 22130 CORSEUL et représentée par M. DIJOUX pour la réalisation de :

#### **TRAVAUX SUR LE DOMAINE PUBLIC ROUTIER DEPARTEMENTAL**

consistant à créer un branchement électricité ENEDIS sur la Route Départementale N° 768 située en agglomération, Réseau DIB – au PR 31+1985 – Rue de la Patenais-Parcelle AH n° 123 – PLOUBALAY - commune de BEAUSSAIS SUR MER

- VU** le code de la voirie routière,
- VU** le code général des collectivités territoriales,
- VU** la loi 82-213 du 02 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi 82-623 du 22 juillet 1982 et par la loi 83-8 du 07 janvier 1983,
- VU** le règlement général de voirie relatif à la conservation et la surveillance des routes départementales,
- VU** Le règlement approuvé par délibération le 18 novembre 2019 et publié le 19 décembre 2019 au recueil des actes administratifs (mois de novembre 2019 – tome 1).
- VU** la délibération du Conseil Départemental du 9 avril 2020, instituant une redevance pour l'occupation du domaine public routier départemental,
- VU** l'arrêté du 2 mai 2023 accordant délégation de signature à Monsieur Vallée Patrick, Directeur de la Maison du Département de Dinan, à Mr Erwan Lethuillier, son adjoint, à Monsieur Grosbois Yvan, Chef de l'Agence Technique et Monsieur Aubry Eric, Adjoint au chef de l'Agence Technique
- VU** l'état des lieux,

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1 - AUTORISATION**

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public départemental et à exécuter les travaux visés ci-dessus, les travaux seront réalisés par :

- Forage dirigé sous la chaussée (**obligatoire**)

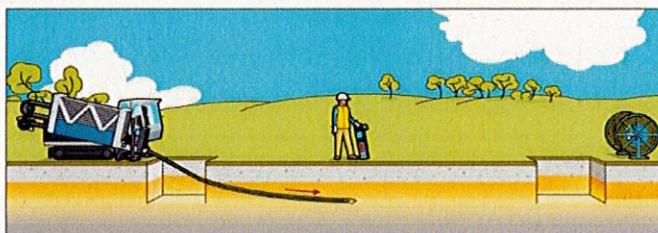
Le bénéficiaire devra se conformer aux dispositions des articles suivants :

## ARTICLE 2 - PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

### REALISATION **OBLIGATOIRE** D'UN FONÇAGE OU FORAGE DIRIGE

Compte tenu de l'état de la couche de roulement et des conditions d'exploitation, la réalisation d'un forage horizontal **sera obligatoire**, en traversée de la chaussée.

La génératrice supérieure de la conduite la plus haute sera placée à au moins 1.20 mètre au-dessous du niveau supérieur de la chaussée.



Les déblais de chantier non utilisés provenant des travaux seront évacués et transportés en décharge autorisée à recevoir les matériaux extraits par les soins du bénéficiaire de la présente autorisation ou de l'entreprise chargée d'exécuter les travaux.

Dans le cas d'impossibilité technique rencontrées lors de la réalisation de ce forage ou fonçage, il pourra, **sous réserve de l'accord du gestionnaire de la voirie**, être réalisé une tranchée traditionnelle à ciel ouvert.

Les conditions de remblaiement et de réfection de chaussée seront alors précisées par la Maison du Département de Dinan, Agence Technique.

### **GARANTIE**

**Le délai de garantie sera réputé expiré le 12/10/2024**

Jusqu'à ce jour, le bénéficiaire sera tenu d'assurer un entretien permanent de la tranchée

## DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

### **REMBLAYAGE DE LA TRANCHEE**

Les conditions de mise en œuvre des matériaux en tranchée ouverte seront conformes aux méthodes définies dans le Guide de Remblayage des tranchées - SETRA-LCPC, Guide Technique, Mai 1994.

### **REFECTION DE TRANCHEE SOUS TROTTOIRS**

La réfection du trottoir devra être réalisée en utilisant un matériaux identique à celui déjà en place et suivant les prescriptions du maire ou du responsable des services techniques municipaux

### **DEPOT**

Les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux autorisés par le présent arrêté pourront être déposés sur les dépendances de la voie (accotement). En aucun cas ce dépôt ne pourra se prolonger pour une durée supérieure à celle des travaux prévue dans le présent arrêté. Les dépendances devront être rétablies dans leur état initial.

## ARTICLE 3 - SECURITE ET SIGNALISATION DE CHANTIER

L'entreprise devra signaler son chantier conformément à l'arrêté de police pris dans le cadre de la présente autorisation en application des dispositions du code de la route et de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié et de l'instruction sur la signalisation routière prise pour son application.

## ARRETE DE CIRCULATION

### **Prescriptions et interdictions**

La mise en place de prescriptions ou interdiction est subordonnée à la prise d'un arrêté de circulation par le gestionnaire de la voirie (limitation de vitesse, interdiction de doubler, stationner ... alternat de circulation ou interdiction de circulation avec déviation, etc.).

L'entreprise chargée des travaux devra déposer une demande d'arrêté de circulation auprès du gestionnaire de la voirie. Elle sera adressée à :

- les travaux sont situés en agglomération: à la **Mairie de BEAUSSAIS SUR MER**

#### **ARTICLE 4 - IMPLANTATION DE CHANTIER OUVERTURE ET RECOLEMENT**

La réalisation des travaux autorisés dans le cadre du présent arrêté ne pourra excéder une durée **de 6 jours**.

La conformité des travaux sera contrôlée par le gestionnaire de la voirie au terme du chantier.

L'ouverture de chantier est prévue du **25/09/2023 jusqu'au 13/10/2023** comme précisée dans la demande.

#### **ARTICLE 5 - RESPONSABILITÉ**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Il se devra d'entretenir l'ouvrage implanté sur les dépendances domaniales, à charge pour lui de solliciter l'autorisation d'intervenir pour procéder à cet entretien, du signataire du présent arrêté.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **ARTICLE 6 - VALIDITÉ ET RENOUELEMENT DE L'ARRÊTE- REMISE EN ÉTAT DES LIEUX**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révoquant, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

Elle est consentie, en ce qui concerne l'occupation de la dépendance domaniale pour une durée **de 1 an** à compter de la date donnée pour le commencement de son exécution. En cas de révocation de l'autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l'exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d'un mois à compter de la révocation ou du terme de l'autorisation. Passé ce délai, en cas d'inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d'office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Le gestionnaire de voirie se réserve le droit de demander le déplacement des ouvrages autorisés aux frais de l'occupant, dès lors que des travaux de voirie s'avèreront nécessaires.

Fait à Dinan, le 13/09/2023

Le chef de L'Agence Technique de DINAN



Yvan GROSBOIS

#### **Destinataires**

Le bénéficiaire pour attribution : **ENTREPRISE ARMOR FORAGE**

#### **Copies pour information**

Concessionnaire, maître d'ouvrage

Mairie concernée par courriel pour information

MDD DINAN Agence Technique **Original Chrono**

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la Maison du Département de DINAN Agence Technique, Place René Pléven, BP96-370 22106 DINAN CEDEX

La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif compétent dans les 2 mois à compter de sa notification.

